



HAL
open science

Un plaidoyer pour une élite sociale locale et un Positive Welfare [Préface]

Claude Martin

► **To cite this version:**

Claude Martin. Un plaidoyer pour une élite sociale locale et un Positive Welfare [Préface]. Vers un état social actif à la française?, Presses de l'EHESP, pp. 5-8, 2016, 978-2-8109-0412-9. halshs-01263693

HAL Id: halshs-01263693

<https://shs.hal.science/halshs-01263693v1>

Submitted on 28 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

„Un plaidoyer pour une élite sociale locale et un *Positive Welfare*“, Préface à l’ouvrage de M. Rouzeau, *Vers un Etat social actif à la française?* Rennes, Presses de l’EHESP, p. 9-13

Plaidoyer pour une élite sociale locale et un *Positive Welfare*

Claude Martin, sociologue, directeur de recherche au CNRS et directeur de l’unité de recherche CRAPE - Arènes

Dans cet ouvrage, Marc Rouzeau s’inscrit dans la longue tradition des ingénieurs sociaux qui ont cherché à articuler enjeux de connaissances, modalités d’intervention et définition d’un horizon stratégique pour un ensemble d’opérateurs et de décideurs, à différents moments de l’histoire sociale. Passant du pédagogue au prescripteur, il expose avec clarté un diagnostic afin de formuler finalement un guide pour la réforme. En titrant son livre « Vers un Etat social actif à la française ? », Marc Rouzeau se demande tout de même, par ce point d’interrogation, si le pari sera tenable et à quelles conditions. A tout le moins, propose-t-il de relever le défi consistant à baliser un chemin et des étapes pour atteindre un objectif.

De notre point de vue, sa contribution présente trois qualités principales, qui correspondent aussi aux trois parties de l’ouvrage. La première se présente comme un condensé très pédagogique et bien organisé pour saisir les évolutions de ce qu’il appelle un « quasi-secteur » d’action publique : le « social » ; un social inscrit dans le temps long de la « question sociale », dont les métamorphoses ont été si bien décrites par Robert Castel (1995). On pourrait bien entendu reprocher à l’exercice de cette première section d’aller bien vite en besogne sur la longue durée de cette histoire de la question sociale. Mais il n’est manifestement pas question pour l’auteur de prétendre refaire ce que d’autres et nombreux ouvrages ont si bien documenté, qu’ils soient historiens (Gueslin et Guillaume, 1992 ; Valat, 2001 pour ne citer que quelques exemples de cette vaste littérature), ou socio-historiens (comme Hatzfeld 1971 ; Donzelot, 1984 ; Ewald, 1986 ; et bien sûr Castel, 1995), mais bien d’inscrire dans la durée des préoccupations tout ce qu’il y a de plus contemporaines.

L’objectif est de situer les débats actuels, de formuler un diagnostic instruit du passé pour mieux dessiner des pistes pour un futur proche. Dans cette première étape, Marc Rouzeau soutient l’idée d’un changement profond depuis le tournant des années 2000 en France ; sans nier que ce processus était engagé dès les années 1980 et 1990, avec le passage à une logique d’équité plutôt que d’égalité, et le retour en force du principe de contrepartie, souvent affirmé lors du débat puis de la mise en œuvre du Revenu minimum d’insertion. L’idée d’activation des dépenses sociales a pris progressivement de l’ampleur dans le débat public et politique français, tout comme il a fait écho à la ligne suivie dans d’autres pays, comme le Royaume-Uni avec la « Troisième Voie » de Tony Blair. Là encore, Marc Rouzeau démontre ses qualités de pédagogue et expose clairement des clés pour saisir les évolutions

du secteur, en particulier cet autre laboratoire des changements à l'œuvre que représente, en France, la politique de la ville. On pourrait bien entendu discuter longuement sur la part de ce qui se répète et la part de ce qui change fondamentalement, dans la succession de nouveaux dispositifs de traitement de la question sociale depuis une vingtaine d'années, au-delà des annonces et des changements de lexique.

La deuxième partie plonge le lecteur dans ce qui fait le cœur de métier de Marc Rouzeau depuis de nombreuses années : l'expertise territoriale et l'étude de la mise en œuvre de programmes et de dispositifs sociaux. Sa connaissance fine de la littérature dans le domaine de l'action publique est mise au service de l'action de terrain. Marc Rouzeau nous propose donc de tirer les profits de son expérience d'homme d'étude et de diagnostic, une expérience très bien documentée permettant de comprendre le retour de la dimension territoriale de l'action sociale, mais une territorialité bien éloignée de ce qu'elle était à l'origine du traitement de la question sociale.

A l'appui d'une vaste littérature d'analyse de l'action publique, Marc Rouzeau expose comment ce quasi-secteur est passée de la « régulation croisée » si prégnante pour rendre compte des relations complexes entre le centre et les périphéries, à une construction localisée de l'action publique dans le domaine des affaires sociales, qui puise et bâtit des répertoires d'action différents. Il ouvre des pistes très prometteuses pour repérer ces variantes et les arbitrages possibles, même s'il reste difficile d'expliquer précisément les raisons profondes de ces variations de répertoires qu'il a repérées sur le terrain local. Dépendent-elles en effet principalement des acteurs impliqués, des publics visés, des problèmes repérés, des configurations politiques, du travail des élites ou des experts et de quelle combinaison de ces facteurs ? Peut-on repérer des phases dans l'affirmation des répertoires, ou encore des périodes d'adoption, ou de cristallisation ? Ces répertoires sont-ils d'ailleurs véritablement des choix des acteurs, comme semble parfois le suggérer l'auteur, ou le résultat d'un arrangement, d'une configuration particulière, en partie non décidée ? On peut même se demander dans quelle mesure ce sont les idées qui produisent les configurations ou si ce n'est pas précisément l'inverse qui fonctionne. A moins que cette construction locale de l'action publique dans les affaires sociales ne soit tout simplement que l'expression locale de manières de profiler l'action, à l'appui de notions à la mode dans le « *business* des idées sur le *Welfare* », comme par exemple « l'investissement social » ou la nécessité de prendre en compte de « nouveaux risques sociaux » ? De telles notions ou concepts ne prennent-ils pas le pas sur la question de la territorialité de la question sociale ?

Quoiqu'il en soit, dans cette partie une fois encore, Marc Rouzeau permet au lecteur de saisir à la fois la complexité de ces évolutions, de leur expression sur le terrain, en prenant le soin de schématiser, typifier, distinguer et nommer ces répertoires. On mesure à sa lecture à quel point les décideurs locaux et les opérateurs pourront faire leur miel des qualités pédagogiques et de synthèse de cet ingénieur du social.

La troisième partie aborde un enjeu particulièrement central pour ces politiques sociales locales en France actuellement, la « réussite éducative ». En déployant cette question et la

façon dont a été pensé le programme national de réussite éducative, Marc Rouzeau « constate que les nouveaux instruments et les évolutions de méthode (concentration des financements, agences, appel à projets, évaluation, etc.) engendrent des changements stratégiques particulièrement conséquents » (p. 99). Mais il souligne également le formidable travail normatif qui a lieu dans ce domaine avec des formes de recyclage de problématiques traditionnelles comme l'échec scolaire ou l'absentéisme. Selon lui, « mixant éducation, justice sociale et investissement dans les nouvelles générations, un nouveau domaine d'action est en train de s'institutionnaliser, reliant éducation et question sociale » (p. 101)

Dans cette troisième partie, Marc Rouzeau nous invite également à le suivre dans un voyage quasi-Tocquevillien vers les Amériques, vers le Québec, plus précisément, qui a ce formidable avantage d'être à la fois « si près et si loin ». A l'appui de ce regard éloigné, Marc Rouzeau repère des points communs, mais aussi des différences, en particulier celle des traditions intellectuelles (pragmatiques au Québec et constructiviste en France) de la recherche sociale. Comme il l'écrit lui-même : « Derrière ces différences, ce sont bien des processus analogues qui apparaissent : affirmations des autorités centrales et réorganisations territoriales, diagnostics construits à partir d'indicateurs normalisés permettant une approche comparative des situations locales, suivis évaluatifs répétés, détection et prévention précoce, ciblage et personnalisation des interventions » (p. 111).

Parmi les différences, Marc Rouzeau insiste particulièrement sur cet écart de traditions de recherche appliquée qu'il a perçu entre la France et le Québec dans le secteur social. Il fait d'ailleurs du pragmatisme nord-américain un possible horizon pour défendre son projet de restructuration du secteur en France, dans son dernier chapitre. Une fois encore, il est possible de discuter et de proposer d'autres versions des leçons de la comparaison. Plutôt qu'une opposition binaire entre constructivisme et pragmatisme, entre recherche à visée théorique et critique, d'une part, et recherche à visée interventionnelle, de l'autre, il nous semble qu'il serait plus approprié de considérer ces pratiques et productions de la recherche sociale comme un champ, dans lequel s'exprime une lutte entre grandes catégories d'acteurs impliqués dans sa définition, comme le pointaient déjà Richard Lefrançois et Marc-Henry Soulet (1983) en comparant les travaux de recherche sur le social en France et au Québec au début des années 1980 : « La lutte pour la domination au sein du champ social que constitue la recherche sociale sous-tend, pour être comprise dans sa plénitude, d'être rapportée à ses caractéristiques particulières, à savoir sa situation à l'intersection de différents champs, le champ professionnel de l'action sociale, le champ politico-administratif et le champ scientifique », sachant qu'ils insistent l'un et l'autre sur la prégnance, voire la domination des acteurs administratifs et politiques dans cette définition. (p. 482). Une telle approche permet d'aborder d'autres éléments qui importe beaucoup dans les pratiques d'intervention-recherche-expertise-diagnostic si bien décrite ici par Marc Rouzeau, comme la question de l'intérêt, de l'utilité, de la logique marchande, ou bien encore celle de la commande, des contraintes de satisfaction du commanditaire, en somme celle de la liberté,

de l'autonomie versus la dépendance et la réduction du champ de l'analyse à une forme de neutralité technique ou technocratique, aux dépens éventuellement des enjeux politiques.

Quoiqu'il en soit, fort de ce chemin parcouru, l'ouvrage s'achève par un chapitre de recommandations, un programme pour la réforme, qui en appelle à l'émergence d'une élite locale du *Welfare*, en quelque sorte, mais surtout à ce que Marc Rouzeau qualifie « d'activation cohésive » ou de *positive Welfare*, comme alternative au *Workfare*, avec sa dimension souvent punitive. Le programme est clair, ambitieux et précis : créer une « Agence nationale de la protection sociale et de la santé et sa déclinaison en agences régionales » (p. 141) afin de « délester l'action sociale de première ligne de l'instruction des aides financières » (p. 146), ou encore adosser les interventions sociales à des programmes scientifiquement évalués, en s'appuyant sur les bonnes pratiques et expériences étrangères, mais aussi créer des écoles de hautes études en action sociale.

Marc Rouzeau soumet ce programme à la discussion et affirme ainsi un crédo pour structurer un secteur qui lui semble sans aucun doute engoncé dans la sédimentation de son histoire, ne sachant plus comment relier les droits et la solidarité, le central et la production locale du social. Comme il l'écrit lui-même : « Articulant contractualisations personnalisées, développement social local, services à la personne et logique du care, la gestion localisée de la question sociale combine dorénavant une protection sociale produite verticalement avec une solidarité davantage relationnelle, réticulaire et produite localement » (p. 131).

Le débat est maintenant ouvert. A nous tous d'y contribuer à l'appui de cette invitation.

Claude Martin, sociologue, directeur de recherche au CNRS et directeur du Centre de recherche sur l'action politique en Europe – Arènes (UMR 6051)

Références

Castel, Robert (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Fayard.

Donzelot, Jacques (1984), *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*. Paris, Fayard.

Ewald, François (1986), *L'Etat providence*. Paris, Grasset.

Gueslin, André et Pierre Guillaume (dir.) (1992), *De l'ama charité médiévale à la sécurité sociale*. Paris, Les éditions ouvrières.

Hatzfeld Henri (1971), *Du Paupérisme à la Sécurité Sociale (1850-1940). Essai sur les origines de la sécurité sociale en France*, Paris, Colin.

Lefrançois, Richard et Marc-Henri Soulet (1983), *Le système de la recherche sociale*. Collection « recherche sociale », Université de Sherbrooke.

Valat, Bruno (2001), *Histoire de la sécurité sociale (1945-1967)*. Paris, Economica.